

SECOND DEGRÉ 72

29 place d'Alger
72000 Le Mans

Tél : 02.43.28.69.58

Fax : 02.43.23.33.73

site internet : <http://snes72.org>

mél : snes72@nantes.snes.edu

Dispensé de timbrage Le Mans CTC

Dispensé de
timbrage
Le Mans CTC
Déposé le
26/11/2015



Sommaire

Edito	p. 1	Plan numérique collège	p. 5
Déclaration FSU au CTSD du 10/11/2015	p. 2	Permanences « mutations inter » Le lycée Montesquieu n'a plus d'AS	p. 6
Première vague de formation-formatage à la réforme			p.3

L'ÉDITO : Le chaos organisé : ça suffit !

Nous considérons nous aussi que, peinant à faire réussir tous les élèves, le collège a besoin d'être réformé. Mais ceci doit être précédé d'une réflexion aboutie sur les besoins des élèves, leurs possibilités et la faisabilité des changements préconisés. Par ailleurs une telle réflexion ne peut éluder la question des moyens nécessaires à l'amélioration du système.

Dans un monde complexe aux repères mouvants où chacun est de plus en plus sollicité sur le mode de l'immédiateté, de l'émotivité et de la superficialité, on n'a peut être jamais autant eu besoin d'une École qui fournisse rigoureusement les clés d'une intelligibilité du monde. Et cette mission, elle doit la remplir en pensant en priorité à celles et ceux pour qui l'école est l'unique moyen d'accès au sens et à la culture. Or les clés de l'intelligibilité sont d'abord à chercher dans les savoirs disciplinaires. Comme le dit Stéphane Bonnery, chercheur en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII, « *les savoirs des disciplines permettent de prendre pouvoir sur le monde en le comprenant* ». Il précise sa pensée en ajoutant « *Laisser penser que les savoirs sont moins importants, c'est un piège qui empêche les élèves d'apprendre à réfléchir à la manière de la culture savante, sauf pour une minorité [celle des beaux quartiers et des écoles privées]. Le risque de la réforme interdisciplinaire est là.* » Et de conclure ainsi : « *l'interdisciplinarité officielle risque de ressembler à de l'a-disciplinarité* ».

Réfléchir aux conditions d'une réforme devrait aussi conduire les décideurs à s'interroger sur le rythme des changements ainsi que sur les motivations profondes qui poussent à les proposer. Or nous commençons à être las de constater que toute nouvelle réforme arrive avant même que la précédente ait été totalement digérée. Nous com-

mençons surtout à être las de l'impréparation totale des dernières innovations qui devraient être mises en place avant même d'avoir été totalement pensées et qui, sous couvert d'autonomie, renvoient l'organisation concrète au local quand ce n'est pas à chaque membre isolé de la communauté éducative. En définitive le message envoyé n'est pas celui de la liberté mais du « débrouillez-vous, ce n'est plus notre affaire ! »

Et, en ce cas, par quoi étaient concernés les supposés décideurs ? Nous avons malheureusement l'impression que trop souvent une innovation correspond à la nécessité politique de réagir à chaud à une émotion de l'opinion. L'introduction de l'Éducation Morale et Civique en lieu et place de l'Éducation civique en est un parfait exemple. Mais une fois l'annonce faite, une fois éteints les sunlights du journal télévisé de 20 heures, ce n'est effectivement plus l'affaire des ministres. C'est la nôtre et nous ramons.

D'une façon générale nous n'en pouvons plus de toutes ces réformes conçues comme des généralisations d'expériences avant même qu'un quelconque bilan ait été dressé et sans qu'aucune forme de suivi soit mise en place. C'est ainsi que l'AP va débouler au collège sans que le bilan de son introduction au lycée ait été faite. Et pourtant, il y aurait tant de choses à dire ! Pourquoi procéder de la sorte ? Parce qu'en définitive l'efficacité pédagogique n'est pas ce qui compte dans la tête de nos responsables. Pour eux, le seul critère qui vaille est l'efficacité budgétaire. Et la réforme annoncée du collège ne dérogera pas à cette règle : elle ne sera mesurée qu'à l'aune du nombre de postes qu'elle aura permis de supprimer. Et sur ce terrain-là, elle s'annonce redoutable !

Déclaration de la FSU

« J'ai cru entendre le discours d'une chenille fumant le houka sur un champignon ou Tom Cruise en plein exposé sur la dianétique. » ou encore j'ai eu le « sentiment gênant de voir une asthmatique jouer du trombone dans une tempête de sable. ». Qu'est-ce qui a provoqué ces réactions aussi peu flatteuses? Les interventions de celles et ceux qui étaient censés éclairer les collègues qui ont déjà subi la première vague de formation à la réforme du collège. Et ces appréciations n'émanent pas seulement de collègues syndiqués à la FSU. Elles proviennent aussi de collègues non-syndiqués.

Pourtant certains d'entre eux y étaient initialement favorables. Mais ces deux jours de bourrage de crane intensif ont eu raison de leur bonne volonté. Et il

leur a fallu constater que tout ce qui émerge du brouet mêlant de fortes doses de dogmatisme et de bons sentiments, c'est « une impression de cynisme odieux » et la conviction que cette réforme tient du « projet prétentieux, alambiqué, déconnecté (des élèves, des professeurs, des établissements), incompréhensible et désagréable ». Une collègue ajoute même « Ce qui m'effraie c'est qu'on ait, à ce point, publiquement, perdu de vue ce qu'était un élève de 6e, ses envies, ses fragilités, son enfance, sa pré-adolescence, son enthousiasme, ses besoins, ses réflexes, ses manques, son intelligence ». Une seule certitude avec cette réforme, l'activité d'un enseignant sera transformée en « un dérisoire mouvement brownien. Sa vie ne sera faite que de concertations, de validations, d'évaluations variées, de réunions, de mises en commun, d'élaboration de projet, de conseils en tous genres ». Pour le reste, « tout le cadre concret (formation, instances de concertation et de décision, questions de DHG et d'emploi du temps, pouvoirs du principal et du conseil pédagogique, liaison école collège, statut des disciplines...) pue l'impréparation, le déni de réalité ou le piège. »



En effet pour toute réponse à des questions aussi cruciales pour le fonctionnement des établissements à la rentrée prochaine que « Comment doit-on gérer les élèves qui changent d'établissement ? Doit-on les mettre dans une classe à part en fonction des éléments du programme qu'ils ont travaillés l'année d'avant ? » ou « Si les 3h sont utilisées pour financer des groupes dans des disciplines ou en AP, nous n'avons plus d'heures pour financer des co-animations pour les EPI, comment fait-on de l'interdisciplinaire ? Chacun dans son coin ? » nos collègues n'ont reçu que des silences gênés ou un renvoi à des informations ultérieures.

La FSU dénonce cette parodie de formation qui ne fait que révéler l'absurdité du projet et le total manque de réflexion quant à sa mise en œuvre. La FSU dénonce aussi l'imposture qu'il y a à vouloir mettre des stagiaires à travailler en « atelier » quand on n'a pas soi-même la moindre idée de ce qu'il est possible de faire. Elle appelle les collègues à refuser ces simulacres d'exercices qui ne sont au mieux que des manœuvres dilatoires de ceux qui sont censés préparer et organiser ces sessions. Nos collègues sont inquiets, ils ont des questions précises sur le faisabilité et la mise en œuvre de cette réforme. Ils veulent des réponses qui ne soient pas un flot continu d'injonctions contradictoires, de considérations culpabilisantes quand elles ne sont pas purement et simplement méprisantes. La FSU dénonce enfin le caractère autoritaire et arbitraire des désignations de celles et ceux devant participer à cette première vague alors qu'il était question de faire appel au volontariat. En tout état de cause, il est bien entendu que les premiers qui partiront ne se verront pas attribuer la mission de revenir dans leur établissement pour y porter la bonne parole ou pour assister les principaux à mettre en œuvre la réforme. Des engagements ont été pris par les chefs d'établissement. Ils doivent être tenus.

Première vague de formation-formatage à la réforme

Témoignage d'un collègue qui a subi la formation imposée

Lundi 23 et mardi 24 novembre, j'ai subi avec 6 autres de mes collègues la formation imposée sur la Réforme du collège.

Le principal du collège Le Marin d'Allonnes nous accueille avec des formules telles que : "entre gens intelligents, ne pas tomber dans des affrontements stériles, essayer d'être constructif...). Autrement dit, avant que cela ne commence, l'administration sent déjà et redoute même les clashes.... Puis nous avons droit au traditionnel tour de table : noms, prénoms, collègues respectifs alors même que tout est écrit sur des chevalets. Ça sent déjà le remplissage ! Un enseignant de Maths se trahit tout seul en disant aux formateurs : " de toute façon moi je suis comme vous, je suis positionné sur le J3, J4, je leur ferai les contenus disciplinaires »....Cela ne l'a pas empêché de demander si l'AP était en plus ou prise sur les cours... C'est dire son niveau de compréhension.

1er atelier : nos représentations de l'élève... La ficelle était grosse pour nous amener vers la culpabilisation, revoir nos pratiques avec comme aboutissement le « alléluia » : la réforme nous apporte de « vrais chances » pour revoir notre pédagogie, mauvais profs que nous sommes. Évidemment, faire coller des petits papiers au tableau avec écrit « hétérogènes »... ça nous présente bien la Réforme (soupirs...).

Je dois préciser que nous n'étions que des enseignants de REP ou REP+... nous attendions donc des réponses particulièrement adaptées. Que nenni : pas de réponses adaptées... à dire vrai aucune réponse du tout. Par contre nous, nous avons fait le boulot. Chaque collège avait de réelles questions (plus ou moins volontairement proches d'ailleurs de ce que le SNES a mis dans sa diffusion). Mais nous nous étions refusés à les leur envoyer dans les 3 jours

précédents... car d'abord, on n'envoie pas des trucs le week-end et puis ils sont quand même déchargés de cours pour faire cela, ils auraient pu bosser un peu avant, non ?

Ensuite, on nous a fait choisir dans une liste de 11 choix les besoins prioritaires de l'élève afin que de manière extrêmement légère et subtile la proposition « avoir des résultats satisfaisants au DNB » arrive bien loin derrière... Vous savez ainsi ce qu'il faut en conclure sur le DNB, le DNB futur et l'importance que lui accorde l'administration.

Etape suivante : on nous a sommairement expliqué la réforme avec le renforcement du conseil pédagogique (à chaque fois j'insiste sur le fait que cette instance n'est pas élue !), l'AP et EPI... Là, j'ai été sidéré de voir que des collègues (même de lettres classiques) découvraient encore ce qui allaient leur arriver et trouvaient le moyen de critiquer l'inertie des syndicats (Ils devaient parler des autres!) !). Puis, on nous a filé un EDT (le même qu'à une formation précédente) super bien ficelé : celui d'une classe ou tout le monde fait anglais allemand et où aucun cours ne finissent après 16 h 00. Et on nous a demandé de placer de l'AP et deux EPI .Bon, comme de par hasard, il y avait déjà un moment dans l'EDT ou l'EPS et la SVT étaient en miroir... c'est vous dire si l'EPI corps-santé était téléphoné ! Juste avant, on nous avait dit que l'on devait vraiment partir de projet et là on venait de faire l'inverse. Justement, ensuite, la formatrice a essayé de nous vendre la pédagogie de projet... qu'elle ne maîtrisait pas ! Je ne sais pas si vous allez voir ce que je veux dire mais j'ai eu l'impression de revivre, en moins bien, ce que je faisais lorsqu'en formation BAFA j'expliquais à des gamin(e)s de 16-17 ans ce que doit être un projet d'animation... Globalement, nous nous sommes d'ailleurs souvent sentis déconsidérés, méprisés, réduits

du stade de cadre à celui d'exécutant, de concepteur à gentil animateur...

On est passé à un « bien/pas bien », où on nous proposait des phrases hyper stéréotypées et outrancières. Souvent, les groupes ont refusés de répondre ou de réfléchir aux questions gnangnan posées et en ont profité pour réfléchir à « comment essayer de gérer ce bordel pour la prochaine rentrée dans mon établissement ».

Fin du 1er jour : on nous demande de mettre deux mots sur deux post-It pour qualifier la journée... je fais un petit tour pour voir : les mots suivants reviennent en boucle « vide, décevant, inquiétant, temps perdu... ». Cette évaluation anonyme... devait être remise en main propre à la formatrice ! C'est beau l'anonymat ! Les collègues ne se sont pas dégonflés !

Ces post-It devaient être repris le lendemain... Nous attendons encore ! Le duo comique n'était d'ailleurs pas bien synchro et le mardi matin le formateur (SVT) a dit à la formatrice : « bon, je te laisse te débrouiller avec tes post-It ! ».

Celle-ci nous dit que cette réforme ne doit pas nous inquiéter, qu'elle n'est ni révolutionnaire ni exceptionnelle. Je prends la parole pour lui dire qu'elle n'est pas révolutionnaire mais que changer tous les programmes en une année et décharger des enseignants à temps plein ou à mi-temps pour former les autres sont bien des mesures d'exception. Pas de réponse.

La journée qui suit est extraordinaire : on nous basine une partie de la journée avec la différenciation (la fameuse image où vous avez un mammouth, un poisson, un morse, un singe... qui doivent tous grimper à l'arbre... inutile de vous dire comment on s'est bien marrés !). Sauf, qu'on nous abreuve de « Il faut, Ya ka, les professeurs doivent... » Nous rétorquons que ce n'était pas l'intitulé sur les ordres de mission : là grand moment, on nous sort un autre intitulé de formation bien fumeux : « Quels contenus d'apprentissage et quelles pratiques pédagogiques et éducatives pour le nouveau collègue ? »

Du coup, histoire d'embrouiller encore plus les collègues déjà bien chauds, on ajoute les parcours (citoyen, avenir, artistique et culturel, de santé...). Certains sont perdus (regard fuyant, stress)... La formation est la meilleure arme que nous ayons : plus les formateurs expliquent (mal au passage), plus ils obligent les collègues à rentrer dans les clous en imaginant à l'avance des situations pédagogiques liées à la réforme, plus l'hostilité monte...

Un collègue se lance dans une tirade destructrice envers la réforme ... Les formateurs ne trouvent rien à répondre, si ce n'est « nous on est comme vous, on doit appliquer »

L'après-midi est surréaliste : on multiplie les entrées dans tous les sens sur l'AP, les EPI... On liste ce que l'on fait dans nos établissements et nous demande en quoi cela pourrait entrer ou être amélioré avec la réforme... du coup, les collègues réalisent tout ce qu'ils font déjà (souvent énorme) et que la réforme, sous couvert d'autonomie, les empêchera désormais de réaliser !!! On en vient à voir comment détourner le concept d'EPI, voir comment essayer de modéliser la DHG ... Les collègues voient d'ailleurs que l'enveloppe d'autonomie est vite mangée et qu'en fait il faudra choisir entre matières, entre groupes ou co-animation... Grâce à la mise en situation, ils perçoivent bien le risque de guerres intestines !

Pour finir, je distribue même mes petites cartes postales « Abrogation de la réforme.. » Un seul collègue me la rend fort poliment !

Tout le monde repart convaincu que cette chance unique est un « machin impraticable » auquel on ne donne que deux ou trois ans d'application... Tout le monde redoute tout de même les lourdes conséquences sur lesquelles il sera difficile de revenir (destruction du latin-grec, de l'allemand, entrée de la semestrialisation, querelles entre équipes, disparition accélérée de la note pour une imposition de l'évaluation par seules compétences, liberté pédagogique réduite derrière des affichages de projets...).

Plan numérique collège

Le progrès à l'envers

par Delphine Gaschet

Le collège de Connerré est toujours en pointe en matières d'innovation en tous genres. Alors comme on a un collège tout beau tout neuf, ils se sont dit là-haut, en l'occurrence au Conseil départemental, que ce serait bien qu'on ait aussi du matériel informatique tout neuf aussi. Il est vrai qu'une partie du parc était obsolète et que les collègues n'en pouvaient plus d'attendre le dégel que l'ordinateur veuille bien se connecter à Pronote pour au moins faire l'appel. L'autre problème qui se posait était celui de la maintenance et de l'entretien, effectués par un agent du collège et un collègue, qui n'avait pas toujours le temps ni les moyens de nous aider.

Comme c'est la mode du partenariat public-privé, un appel d'offre a été lancé pour la mise en place du matériel et la maintenance. C'est SPIE qui a gagné et qui s'y colle avec plus ou moins d'efficacité.

La dernière semaine de juillet avant les grandes vacances, l'entreprise est donc venue installer les matériels au collège, c'est-à-dire :

- Un ordinateur neuf par salle qui remplace l'ancien matériel (même quand celui-ci était efficient)
- Des ordinateurs neufs pour remplacer ceux des deux salles infos du collège.
- Des vidéoprojecteurs interactifs
- Une ballado-diffusion
- Une smart class (I don't know what it is).

Sur le papier cela semble donc formidable. Mais dans les faits, un peu moins. D'abord SPIE a livré le matériel en retard. Les collègues devaient être formés début juillet mais, du coup, ce n'était plus possible. Puis ce devait être fait le jour de la prérentrée mais là encore il y a eu du retard. Finalement les formations auront lieu début octobre par un petit groupe de collègues ayant été lui-même formé (ça aussi, c'est la grande mode).

Nous voilà donc début septembre avec du matériel tout neuf dans nos salles. Surprise dans la mienne c'est un immense poste fixe planté sur mon bureau alors que je travaillais précédemment avec un portable, très pratique pour les déplacements de la chorale. SPIE et le Conseil Général ne nous ont rien demandé, ni ce que l'on voulait comme matériel ni comment le mettre. Une collègue se retrouve avec un écran immense en plein milieu de son bureau, les élèves ne peuvent plus la voir et elle ne voit plus les élèves. Les collègues de langue n'ont pas de lecteur CD-DVD sur leur poste, le collège a dû investir rapidement.

Sur les postes, impossible d'installer le logiciel de son choix. Il faut aller dans un « catalogue d'applicatifs » où l'on choisit ce que le conseil général (ou SPIE, on ne sait) a décidé ce que les enseignants auraient le droit d'installer.

Merci pour la liberté pédagogique.

Si il est vraiment indispensable d'installer un logiciel, il faut en faire la demande au gestionnaire qui fait remonter à SPIE qui fait remonter au Rectorat qui vérifie que d'autres collègues utilisent aussi le logiciel (le demandeur doit certainement être trop bête pour savoir ce qui est bien dans sa matière) puis ça redescend vers SPIE qui le met dans le catalogue d'applicatifs et enfin l'installe (deux ans plus tard, peut-être).

Le matin, après avoir tapé son identifiant et son code, il faut attendre quelques minutes pour arriver sur une sorte de « bureau virtuel ». Là on retrouve les applications que l'on a installées. Si on y met un dossier, il est « balancé » dans le « cloud », en fait dans un « data center » censé être géré par le conseil général. Mais où sont nos documents « en vrai » ? A qui appartiennent-ils une fois qu'ils sont au data center ? Quelle est la loi qui les régit ? La question a été posée, la réponse fut des plus floues.

Mais si par malheur SPIE a fait une mise à jour la veille ou si l'ordinateur a été éteint ou seulement même déconnecté, on se retrouve à redire à l'ordinateur que l'on veut des petites icônes, que oui Firefox est le navigateur par défaut, que oui les docx seront lus avec office et pas libreoffice et que oui quand on met la clé on veut que ça ouvre un navigateur. Toutes les préférences sont parties en fumée.

Et là on perd son temps avec l'ordinateur VLC qui plante parce qu'il voudrait se mettre à jour mais là, non, c'est pas possible, y'a que SPIE qui peut, le plug-in flash reader qui est obsolète et les élèves qui rigolent et l'enseignant qui va craquer. Surtout qu'au bout d'une demi-heure l'ordinateur s'est déconnecté que du coup, il faut remettre les identifiants e-lyco pour la quinzième fois de la journée. Donc on finit par enregistrer ses identifiants et ses mots de passe pour gagner du temps : bonjour la sécurité ! Et les élèves qui ont deux identifiants et deux mots de passe : un pour les ordinateurs du collège, le 2ème pour e-lyco, vont-ils s'y retrouver ?

Et ils appellent ça collège performant...

En cas de souci, pas d'inquiétude, SPIE prend la main sur l'ordinateur à distance. Mais jusqu'à quand ? Si SPIE en a assez ou dépose le bilan, qui fera la maintenance ? Seront-ils là quand rien ne marchera le jour d'une séance hyper importante où en plus il y a l'IPR ?

Tout ça pour ça. Je me revoie en début de carrière, avec le rétro-projecteur, les papiers pour les absents, les CD, voire les cassettes, dans le lecteur qui patine et je me dis : « est-ce que je fais vraiment de meilleurs cours maintenant ? »

Une professeure au bord de la crise de nerfs

Permanences « Mutations Inter » à la section départementale

Date	Horaires
Jeudi 26 novembre	15 h - 17 h
Vendredi 27 novembre	17 h 30 - 19 h
Mardi 1er décembre	16 h - 18 h
Mercredi 2 décembre	15 h - 17 h 30
Jeudi 3 décembre	17 h - 19 h

Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire a dit :

« On n'a pas besoin forcément de l'enseignant pour apprendre... les élèves apprennent souvent mieux en se parlant les uns aux autres qu'en écoutant leur professeur ».

Alain MORVAN, ancien recteur d'académie et Professeur émérite à l'université de la Sorbonne Nouvelle (Paris 3) a dit :

« J'ai rarement entendu un dignitaire de l'Éducation nationale parler du corps enseignant avec si peu de considération. Des élèves avec si peu de discernement. De l'institution scolaire elle-même avec un tel orgueil de propriétaire. De tout et de rien avec aussi peu de recul, d'humanité, d'humilité, de capacité à douter. Non, Mme Robine ne doute de rien. En imposant le retrait de son affligeante réforme, apprenons-lui les vertus de l'esprit critique ! ».

Florence Robine devrait surtout... se taire.



Pensez à envoyer et à faire envoyer la carte pétition. Nous en avons à votre disposition au local du Snes.

Lycée Montesquieu

Le lycée n'a plus d'Assistante Sociale depuis la rentrée

par Laurent Blancs

Le DASEN, dont nous admirerons au passage le sens de la concertation, en a informé le chef d'établissement par un courrier du 27 août.

Devant les protestations unanimes des personnels et des parents d'élèves, les explications avancées par les autorités académiques ne brillent pas par leur cohérence. Au contraire, la détermination et la colère ne peuvent être que renforcées par les sombres et incompréhensibles histoires de bureaux qui sont avancées ou par des remarques, plus ou moins gouguenardes, sur le caractère privilégié (pour ne pas dire bourgeois!) du lycée. Au total, nul ne sait vraiment pourquoi les élèves ont été privés d'Assistante Sociale.

Si le lycée Montesquieu ne relève pas, d'évidence, de l'éducation prioritaire, il n'en demeure pas moins que de nombreux élèves en difficulté personnelle, familiale ou sociale ont besoin de dialoguer avec une Assistante Sociale. Ce sont ces élèves qui sont les premières victimes de la décision inadmissible et incompréhensible des autorités académiques. Et les effets néfastes de la décision se font d'ors et déjà sentir sur le terrain.

Soucieux de l'intérêt de leurs élèves et de leurs enfants, enseignants et parents d'élèves ont multiplié les démarches, les courriers, les pétitions et les motions. Rien n'y a fait. L'Administration reste figée sur ses positions. Une telle attitude n'est pas acceptable et amène les enseignants à envisager de nouvelles actions, plus fortes et plus médiatisées, afin d'obtenir gain de cause.

Il semble inconcevable que les services académiques ne puissent pas restaurer une présence physique de quelques heures mensuelles.

Dans leurs efforts et leurs actions, les enseignants et les parents d'élèves peuvent compter sur le soutien du SNES qui demande à son tour aux services de l'Inspection Académique de rapporter sans délai leur décision et de restaurer une présence régulière d'Assistante Sociale au lycée Montesquieu.